

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Biodiversité : l'économie dépend du vivant, pas l'inverse !

Le dernier rapport international sur les liens entre biodiversité et économie est clair : plus de la moitié du PIB mondial dépend directement ou indirectement de la nature. Agriculture, pêche, industrie, énergie, tourisme... tous reposent sur des écosystèmes fonctionnels. Pourtant, le modèle économique dominant continue de les détruire à un rythme insoutenable.

Les travaux scientifiques menés sous l'égide de l'IPBES¹ rappellent une évidence : pollinisation, fertilité des sols, ressources en eau, matières premières ne sont pas des variables d'ajustement. Elles sont la base même de nos activités productives. En persistant dans la surexploitation, le système actuel scie la branche sur laquelle il est assis.

La financiarisation et la course au profit à court terme organisent l'extraction intensive, la déforestation, l'artificialisation des terres et l'épuisement des océans. Ce choix économique met en danger la biodiversité, mais aussi les emplois et les conditions de travail. Quand les sols meurent, quand les ressources s'effondrent, ce sont des filières entières et des milliers de travailleurs qui paient la facture.

Pour la CGT, il est urgent de rompre avec cette logique destructrice et de remettre l'économie au service du vivant et du travail. Cela implique :

- La fin des subventions publiques aux activités qui détruisent la biodiversité et la conditionnalité sociale et environnementale des aides aux entreprises ;
- Une stratégie industrielle transformant l'appareil productif pour le rendre durable et respectueux des écosystèmes ;
- Une véritable planification écologique intégrant pleinement les enjeux de biodiversité ;
- Le développement d'emplois durables dans l'agroécologie, la restauration des milieux naturels et les services publics environnementaux ;
- Le renforcement du pouvoir d'intervention des salariés sur les choix stratégiques des entreprises.

Préserver la biodiversité n'est pas un « coût » : c'est une des conditions de la stabilité économique et de la justice sociale. Continuer à l'ignorer, c'est préparer une crise majeure !

La réponse ne peut pas être un verdissement de façade ni une nouvelle marchandisation de la nature. Elle exige une transformation structurelle du modèle productif, avec les travailleurs au cœur des décisions.

Protéger le vivant, c'est défendre l'emploi, les conditions de vie et l'avenir de la planète et donc des générations futures.

Montreuil, le 3 mars 2026

¹ *Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).